|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Province** | **Législature/Legislature** | **Session** | **Type de discours/Type of speech** | **Date du discours/Date** | **Locuteur/Speaker** | **Fonction du locuteur/Function**  | **Parti politique/Political party** |
| Québec | 27 | 3 | Discours du trône / Speech from the throne | 14-01-1964 | Paul Comtois | Lieutenant gouverneur | Libéral |

**Discours du trône, Québec, 14 janvier 1964,**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Madame et Messieurs de l’Assemblée législative,

Il m’est agréable d’inaugurer aujourd’hui la troisième session de la vingt-septième Législature.

Celle-ci a de nouveau été endeuillée ces derniers mois pas la disparition de trois de ses membres distingués: l’honorable Joseph Boulanger, représentant de la division de La Durantaye au Conseil législatif, monsieur Joseph-A. Nadeau, député du comté de Dorchester, et monsieur Rodrigue Thibeault, député de Saguenay.

Aux familles de ces anciens membres de notre Législature, nous réitérons l’expression de nos très sincères condoléances, en les assurant que le souvenir de leurs chers disparus demeurera longtemps vivace parmi nous comme chez tous ceux qui ont eu l’avantage de les connaître et d’apprécier leurs qualités et leurs talents.

Au nouveau député de Notre-Dame-de-Grâce, nous souhaitons la plus cordiale bienvenue. L’honorable Eric Kierans apporte à l’Assemblée législative ainsi qu’à la direction du ministère du revenu une précieuse expérience financière qui sera fort utile à notre administration.

La mort tragique du président John Fitzgerald Kennedy, en novembre dernier, a privé les États-Unis d’Amérique d’un grand et bon président, et l’univers d’un apôtre dévoué de la paix. A la nation américaine et à la famille du regretté président, nous réitérons l’expression de nos sincères condoléances dans cette grande épreuve.

Nous désirons manifester notre reconnaissance envers la Providence pour les nombreux bienfaits qu’Elle a répandus dans notre population.

Notre population a commencé à bénéficier des avantages de la politique de nationalisation de l’électricité.

Une conférence fédérale-provinciale a eu lieu à Ottawa au cours de novembre dernier; elle a produit une certaine amélioration dans les relations, mais n’a pas donné tous les résultats espérés. Toutefois, cette conférence se poursuivra bientôt ici même à Québec, et mon gouvernement entend bien continuer alors à faire valoir les points de vue qu’il a déjà exposés dans l’intérêt des provinces en général et du Québec en particulier.

A la suite de la présentation du premier rapport de la Commission d’enquête sur l’éducation, vous aviez été invités, en juin dernier, à étudier une législation pour instituer un ministère de l’éducation et de la jeunesse, et un Conseil supérieur de l’éducation. Ce projet avait alors suscité un tel intérêt dans les divers milieux de notre population, que mon gouvernement a pensé faire œuvre utile et démocratique en en reportant l’étude à la présente session, afin de donner tout le temps voulu aux citoyens de notre province d’en examiner davantage certaines modalités et de formuler leurs suggestions. Mon gouvernement a reçu plusieurs observations constructives dont il s’est inspiré pour parfaire le projet.

Mon gouvernement se propose de soumettre à votre attention d’importants projets de lois dans 1’intérêt de notre agriculture, et il vous invitera à étudier, entre autres, un texte législatif pour confier au ministère de l’agriculture et de la colonisation le contrôle de l’inspection de la viande. du lait et des autres aliments.

Une loi sera proposée pour permettre de plus larges concessions de terres de colonisation.

Le gouvernement se propose de soumettre plusieurs nouvelles mesures législatives dans l’intérêt de la classe des travailleurs, et il vous invitera à poursuivre l’étude d’un projet de Code du travail.

Mon gouvernement a l’intention de proposer à la Législature l’institution d’une caisse de retraite publique, universelle et contributive.

Une autre loi sera présentée pour interdire généralement la discrimination en matière d’emploi.

Le gouvernement proposera la constitution d’un comité parlementaire spécial qui sera chargé d’étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail, ainsi que l’arbitrage des différends et griefs, non seulement dans les services du gouvernement provincial, mais aussi dans ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

Un projet de loi vous sera soumis pour donner à la femme mariée la pleine capacité juridique sans autres restrictions que celles qui sont vraiment inséparables du régime actuel de la communauté de biens.

La compétence provinciale en la matière ayant été reconnue par la Cour Suprême du Canada, à la suite de l’intervention du procureur général du Québec, le gouvernement proposera de nouveau une loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus. En même temps, il vous invitera à légiférer en vue de protéger les prêteurs contre le privilège de la Couronne en l’empêchant de prendre rang avant une hypothèque enregistrée antérieurement.

On vous demandera de prendre en considération des textes modifiant la Loi des cités et villes et la Loi pour favoriser l’exécution des travaux d’hiver par les municipalités.

Le gouvernement se propose de vous soumettre des mesures législatives en vue de faire bénéficier davantage notre population de l’exploitation de nos forêts.

On vous proposera une refonte de la Loi des mines.

Le gouvernement vous invitera à étudier d’importantes modifications à la Loi des compagnies de Québec et à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations. Ces amendements visent notamment à faire disparaître des restrictions qui n’ont plus d’utilité et à préciser le sens de textes qui prêtent à controverse.

Vous serez aussi priés d’étudier plusieurs autres projets de lois, tant d’intérêt public que d’intérêt privé.

Madame et Messieurs de l’Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année financière vous seront présentés et vous aurez à approuver, après étude, les sommes que vous jugerez nécessaires à l’administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Madame et Messieurs de l’Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir les travaux que vous entreprenez dans 1’intérêt de notre population, et de vous guider dans vos délibérations.

SPEECH FROM THE THRONE

OPENING

OF THE THIRD SESSION

OF THE TWENTY-SEVENTH LEGISLATURE ON JANUARY 14th, 1964

HONORABLE GENTLEMEN

OF THE LEGISLATIVE COUNCIL,

MADAM AND GENTLEMEN

OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY,

I am pleased to inaugurate today the third session of the twenty-seventh Legislature.

During the past few months, our Legislature has again been bereaved by the passing of three of its distinguished members: the Honourable Joseph Boulanger, who represented the Division of La Durantaye in the Legislative Council, Mr. Joseph-A. Nadeau, member for Dorchester County, and Mr. Rodrigue Thibeault, member for Saguenay.

We renew the expression of our sincere sympathy to the families of these former members of our Legislature. We, and those who were privileged to know them and to appreciate their talents and qualities, will long remember them.

We extend a most cordial welcome to the new member for Notre-Dame-de-Grâce. The Honourable Eric Kierans brings to the Legislative Assembly and to the Department of Revenue much valuable financial experience that will be most useful to our administration.

The tragic death of John Fizgerald Kennedy last November deprived the United States of America of a great and good President, and the universe of a devoted apostle of peace. To the American nation and to the family of the late President, we reiterate the expression of our sincere sympathy in this great loss.

We wish to thank Divine Providence for the many blessings that our people have enjoyed.

Our people have already begun to reap the benefits of the nationalization of electricity.

A Federal-Provincial Conference was held in Ottawa last November; it brought about some improvement in federal-provincial relations, but not all that had been hoped for. However, the Conference will soon be continued here in the City of Quebec, and my government fully intends again to seek the recognition of the views that it has already expressed in the interests of the provinces in general and of Quebec in particular.

Following the presentation of the first report of the Commission of Inquiry on Education, you were asked, last June, to consider legislation to institute a Department of Education and Youth, and a Superior Council of Education. This bill aroused so much interest in the various sections of our population at the time, that my government thought it would be useful and democratic to delay consideration of the bill until the present session, so as to give the people of our province ample time, to examine some of its provisions more thoroughly and to offer their suggestions. My government has received many constructive observations and has drawn upon them to complete the bill.

My government intends to bring to your attention important bills in the interests of our agriculture, and will ask you to consider among others a measure to entrust the control of the inspection of meat, milk and other foods to the Department of Agriculture and Colonization.

A bill will be introduced to allow larger concessions of colonization lands.

The government intends to intoduce several new legislative measures in the interest of the working classes, and will ask you to carry on the study of a draft Labour Code.

My government intends to propose to the Legislature the institution of a public, universal and contributory retirement fund.

Another bill will be introduced to prohibit, in general, discrimination in matters of employment.

The government will suggest the appointment of a special parliamentary committee which will be entrusted with the study of the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as arbitration of disputes and complaints, not only in the provincial government service, but also in that of hospitals, school boards and municipalities.

A bill will be introduced to give married women full legal capacity without other restrictions than those that are truly inseparable from the present regime of community of property.

The competence of the Provinces in the matter having been recognized by the Supreme Court of Canada, following the intervention of the Attorney-General of Quebec, the government will again introduce a bill to protect borrowers from certain abuses. It will also ask you to enact legislation to protect lenders against the privilege of the Crown by preventing it from ranking before a previously registered hypothec.

You will be asked to consider bills to amend the Cities and Towns Act and the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities.

The government intends to introduce legislative measures designed to give our people greater benefits from the exploitation of our forests.

You will be asked to revise the Mining Act.

The government will ask you to consider important amendments to the Quebec Companies Act and the Special Corporate Powers Act. These amendments are designed particularly to do away with certain restrictions which are no longer useful and to clarify the meaning of certain provisions which are open to controversy.

You will also be asked to consider several other bills of both public and private interest.

MADAM AND GENTLEMENT

OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY,

The public accounts of the last fiscal year will be laid before you, and you will be asked to approve, after study, the appropriations that you deem necessary for the administration of the province.

HONOURABLE GENTLEMEN

OF THE LEGISLATIVE COUNCIL,

MADAM AND GENTLEMEN

OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY,

I ask Divine Providence to bless the work that you are undertaking in the interests of our people, and to guide you in your deliberations.